



LE MONDE SELON TRUMP

Anticiper la nouvelle politique
étrangère américaine

Sous la direction de Thomas GOMART

Avec les contributions des chercheurs de l'Ifri

Novembre 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 978-2-36567-643-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Comment citer cette publication :

Thomas Gomart (dir.), « Le monde selon Trump. Anticiper la nouvelle politique étrangère américaine », *Études de l’Ifri*, Ifri, novembre 2016.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Thomas Gomart est le directeur de l'Ifri.

Laurence Nardon est directeur du programme Amérique du Nord de l'Ifri.

Corentin Brustlein est responsable du Centre des Études de sécurité de l'Ifri.

Françoise Nicolas est directeur du Centre Asie de l'Ifri.

Marie-Claire Aoun est directeur du Centre Énergie de l'Ifri.

Carole Mathieu est chercheur au Centre Énergie de l'Ifri.

Julien Nocetti est chercheur au Centre Russie/NEI de l'Ifri et spécialiste d'internet.

Céline Pajon est chercheur au Centre Asie de l'Ifri.

Alice Ekman est chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri.

John Seaman est chercheur au Centre Asie de l'Ifri.

Tatiana Kastouéva-Jean est responsable du Centre Russie/NEI de l'Ifri.

Dorothee Schmid est directeur du programme Turquie contemporaine de l'Ifri.

Christophe Bertossi est directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l'Ifri.

Matthieu Tardis est chercheur au Centre Migrations et Citoyennetés de l'Ifri.

Vivien Pertusot est responsable d'Ifri-Bruxelles.

Hans Stark est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Ifri.

Sommaire

INTRODUCTION	7
Par Thomas Gomart	
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE TRUMP : UNE DÉMARCHE JACKSONIENNE.....	11
Par Laurence Nardon	
AVEC QUI TRUMP GOUVERNERA-T-IL ?.....	15
Par Laurence Nardon	
LA POLITIQUE DE DÉFENSE SOUS DONALD TRUMP : DOING LESS WITH MORE ?	19
Par Corentin Brustlein	
LA GUERRE COMMERCIALE N'AURA (PEUT-ÊTRE) PAS LIEU	23
Par Françoise Nicolas	
CLIMATO-SCEPTICISME ET DÉFENSE DES ÉNERGIES FOSSILES : L'HÉRITAGE D'OBAMA EN PÉRIL ?.....	27
Par Marie-Claire Aoun et Carole Mathieu	
TRUMP ET INTERNET : PAS DE ROMANCE EN PERSPECTIVE	31
Par Julien Nocetti	
TRUMP ET L'ASIE : FIN DU PIVOT ?	35
Par Céline Pajon	
TRUMP : UN HOMME D'AFFAIRES FACE À LA CHINE	39
Par Alice Ekman et John Seaman	
TRUMP ET LA RUSSIE : LA FIN DE L'« ENNEMI AMÉRICAIN » ?	43
Par Tatiana Kastouéva-Jean et Julien Nocetti	
MOYEN-ORIENT : COMMENT SE DÉBARRASSER DU FARDEAU ?	47
Par Dorothée Schmid	
« GRANDEUR AMÉRICAINNE » ET RETOUR DES FRONTIÈRES.....	51
Par Christophe Bertossi et Matthieu Tardis	

**LA RELATION TRANSATLANTIQUE :
RIEN DE MIEUX, RIEN DE VRAIMENT PIRE55**

Par Vivien Pertusot

**DONALD TRUMP À LA MAISON-BLANCHE :
UN CHOC SALVATEUR POUR PARIS ET BERLIN ?59**

Par Hans Stark

Introduction

Par Thomas Gomart

Donald John Trump deviendra le 45^e président des États-Unis après le vote des grands électeurs prévu le 19 décembre 2016, et prendra ses fonctions le 20 janvier 2017. Son élection marque une bifurcation dans la trajectoire des États-Unis. Compte tenu de leur poids politique, militaire, économique et culturel, cette bifurcation aura des conséquences non seulement sur les rapports de puissance, mais aussi sur le fonctionnement du système international. En termes d'analyse et de prévision, les questions immédiates ne portent pas sur le cours de la politique étrangère américaine entre isolationnisme et interventionnisme, entre réalisme et idéalisme, ou entre unilatéralisme et multilatéralisme. À nos yeux, elles portent sur les réactions que susciteront les décisions de l'administration Trump.

La première série de questions concerne la volonté de Donald Trump de se soustraire à la globalisation et aux interdépendances du système international. À moins de vouloir en redéfinir les fondamentaux. Cela conduit à la deuxième série de questions, qui a trait à la capacité de Washington de redéfinir les règles du jeu alors que son leadership est pour le moins contesté. La Global War on Terror (GWOT) de George W. Bush a accéléré la fragmentation du Moyen-Orient ; le Transatlantic Trade Investment Partnership (TTIP) et le Trans Pacific Partnership (TPP) de Barack Obama sont directement remis en cause. La troisième série de questions porte sur les modalités de traduction politique des contradictions du candidat Trump. Deux exemples parmi d'autres. La culture du *deal*, qui émaille ses discours, est-elle compatible avec la conduite d'une politique étrangère impliquant la prise en compte de différentes échelles de temps ? Négocier un *deal* par nature ponctuel est une chose ; structurer une relation de long terme avec la Chine en est une autre. Autre exemple : la combinaison entre le projet isolationniste du candidat Trump et sa volonté de relancer lourdement la dépense militaire américaine. Pour l'heure, son slogan de campagne – *Make America Great Again !* – est sans doute le meilleur indicateur de son référentiel, celui du retour à un improbable âge d'or.

Ces questions renvoient à la notion de risque géopolitique. Partie non mesurable et non modélisable du risque pays, le risque géopolitique s'analyse à partir d'au moins trois niveaux¹. Premièrement, il accorde la plus grande attention au « projet de puissance », qui comporte toujours un volet militaire structurant. Deuxièmement, il permet d'identifier les problèmes politiques susceptibles d'avoir une portée systémique, tout en suivant de près les secteurs d'activités indispensables à l'exercice de la puissance. Troisièmement, il importe d'éviter le raisonnement binaire qui consiste, au final, à éluder le risque géopolitique avec la logique suivante : s'il survient, il est incontrôlable ; s'il ne survient pas, il demeure latent, et ne peut donc pas être mesuré.

Depuis plusieurs années, un courant d'analyse s'inquiétait, plus ou moins ouvertement, des secousses systémiques ne relevant plus du seul jeu des acteurs économiques, mais de l'instabilité institutionnelle grandissante des pays développés. Il invitait à diversifier les approches en matière de risque pays en raison de la multiplication des situations dans lesquelles « la politique prend le pas sur l'économie » amorçant une « dé-globalisation² ». Nous y sommes. Sans doute entrons-nous dans une phase au cours de laquelle l'incertitude conditionnera le comportement des acteurs avec une double conséquence : le brouillage des horizons de temps entre court, moyen et long termes ; une altération de la confiance, condition indispensable à l'activité économique et à la gouvernance politique. À l'origine, le risque pays était un outil des pays industrialisés pour préparer et évaluer leurs investissements dans les pays émergents en les insérant dans un même système de règles et de mesures. Avec la crise de la zone euro, la crise migratoire en Europe, le Brexit et l'élection de Donald Trump, le risque pays s'est pour ainsi dire retourné. Il concerne désormais directement Europe et États-Unis, c'est-à-dire deux des principaux leviers d'une mondialisation comprise comme une dynamique irréversible d'intensification des flux d'information, des échanges commerciaux et financiers, et d'intégration transnationale des chaînes de valeur. Cette conception est dès lors ouvertement remise en question par un nombre croissant d'acteurs politiques. Dernier élément : l'élection de Donald Trump offre un cas unique de convergence des risques entre facteurs sociopolitiques propres aux États-Unis, incertitudes politico-économiques structurelles dues aux déséquilibres financiers et, pour finir, enchaînements géopolitiques non linéaires.

1. T. Gomart, « Le retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie, Chine, États-Unis », Paris, Institut de l'entreprise/Ifri, 2016.

2. T. Sollogoub, « Le bel avenir du risque politique », *Crédit Agricole, Éclairages émergents*, n° 19, juin 2012.

Cette étude collective se veut une aide à la prévision, et donc à la décision. Pour ce faire, les chercheurs de l’Ifri se sont livrés à un exercice visant à être aussi précis que possible dans l’évaluation de l’incertitude en s’efforçant de discerner au mieux ce qui est établi, possible, probable et incertain. Respectant un format court, ils proposent un tour d’horizon des principaux dossiers thématiques et régionaux auxquels la prochaine administration va devoir s’atteler. La lecture de l’ensemble illustre la nécessité de reconsidérer notre appréciation du risque dans bien des domaines : nous sommes entrés dans une nouvelle phase du travail d’analyse et de prévision.

La politique étrangère de Trump : une démarche jacksonienne

Par Laurence Nardon

Désormais élu, Donald Trump va être appelé à mettre en œuvre la politique étrangère du pays. Lors de sa campagne, ses déclarations sur le sujet n'ont pas toujours été très précises. Le candidat a parfois affiché des ambitions dont la mise en œuvre « dès le jour de sa prise de fonction » semblait irréaliste (quitter l'OTAN, dénoncer l'ALENA) ou changé d'avis sur certains points importants (taux d'imposition des importations chinoises). Ses positions semblaient surtout contradictoires, alliant le désir d'un repli isolationniste avec un certain aventurisme militaire. Il a par exemple déclaré de façon répétée et en termes assez crus qu'il écraserait Daech sous les bombes une fois élu.

Au-delà de cette apparente confusion, il existe bel et bien une ligne directrice à l'ensemble des propositions de Donald Trump. Elle s'illustre dans le courant de pensée jacksonien, tel que Walter Russell Mead l'a décrit dans un article du *National Interest* paru en 1999³. Ce courant, inspiré par le président Jackson (1829-1837), reprend les codes d'une population venue d'Écosse et d'Irlande du Nord au XVIII^e siècle. Développant une vision du monde religieuse et pessimiste, elle considère que la société internationale est un monde de chaos hobbesien : il faut, par principe, ne pas s'en mêler, mais pouvoir se défendre avec fougue si les intérêts du clan sont en jeu. En d'autres termes, l'isolationnisme est la règle, mais une intervention militaire résolue est de mise le cas échéant pour défendre les intérêts économiques ou sécuritaires du pays.

Ainsi, dans son discours à la convention républicaine de juillet dernier, Donald Trump avait clairement défini son projet : « Americanism, not globalism » (« L'Amérique, pas la mondialisation »), signifiant sa volonté d'un repli aux accents nationalistes. L'exportation des principes de démocratie et de pluralisme vers les pays en crise, défendue par les néoconservateurs et par Hillary Clinton, est aux antipodes du projet trumpien.

3. W. R. Mead, « The Jacksonian Tradition », *The National Interest*, hiver 1999-2000.

En même temps, tous les propos de Trump touchant à la politique étrangère ont pointé le péril du terrorisme islamiste comme une priorité absolue pour les États-Unis. Citant les attentats en France et en Belgique, et surtout aux États-Unis – le plus récent en juin dernier à Orlando ayant fait 49 morts –, Trump annonce une politique énergique et tous azimuts pour en finir avec l'islamisme radical. Des moyens militaires, financiers et cyber seront mis en œuvre, ainsi qu'un rejet systématique – parfois transformé en « examen serré » (« extreme vetting ») – des dossiers d'immigrants de confession musulmane. Cet amalgame est cohérent dans une vision jacksonienne du fait de la menace inacceptable que font peser les attentats sur la vie des Américains.

La position adoptée par les candidats sur la conduite à tenir vis-à-vis de Bachar Al-Assad a été un marqueur constant de la campagne 2016, chacun des candidats s'exprimant sur la question. Les propositions de Donald Trump illustrent parfaitement la doctrine jacksonienne : la priorité est mise sur la lutte contre Daech et non sur le départ du dictateur syrien – pourtant réclamée par beaucoup de ses adversaires de campagne plus idéalistes. La région serait plus stable si Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi étaient encore en place, ajoutait le candidat en décembre 2015, regrettant l'intervention américaine en Irak de 2003 et l'intervention occidentale en Libye de 2011.

Les qualités d'homme d'affaires de Donald Trump, si souvent mises en avant pendant sa campagne, s'accordent tout à fait avec cette vision jacksonienne : pas de démarche moraliste des États-Unis envers le reste du monde, pas d'idéologie *a priori*, mais le pragmatisme et le bon sens au service du pays. Donald Trump a ainsi annoncé qu'il renégocierait les accords – commerciaux ou autres – conclus par les États-Unis pour obtenir un meilleur deal.

Trump considère également que la Corée du Sud et le Japon doivent mieux rétribuer les États-Unis pour la défense qu'ils leur assurent depuis 1954 contre la Corée du Nord. L'Europe, quant à elle, doit se prendre en main pour assurer sa défense et gérer les crises telles que celle de l'Ukraine, laissant les États-Unis dans un rôle de soutien. « Ça ne me dérange pas d'être juste derrière eux », a-t-il déclaré au journaliste Chuck Todd dans l'émission « Meet the Press », reprenant l'expression « leading from behind », de l'administration Obama, tant critiquée par les Républicains. C'est en somme l'attitude d'un businessman attentif à son bilan comptable et non aux grands principes. De même, l'hostilité régulièrement exprimée par Trump vis-à-vis de la Chine porte sur la concurrence économique et financière qu'elle représente pour les États-Unis, et non sur ses atteintes aux droits de l'homme ou aux principes de la démocratie.

Reste à voir désormais si le pragmatisme impitoyable du nouveau président sera confirmé ou modifié sous l'influence de son équipe, qui devrait réunir plusieurs tendances.

Avec qui Trump gouvernera-t-il ?

Par Laurence Nardon

La vision de Donald Trump en matière de politique étrangère va devoir s'accommoder désormais du principe de réalité. Le président va-t-il faire ce qu'il a annoncé ou mettre de l'eau dans son vin ? Un premier élément de réponse tient aux conseillers dont le président va s'entourer et aux équilibres politiques qui vont se mettre en place au Congrès, notamment au Sénat.

L'administration Trump

L'équipe de campagne de Trump a été notoirement pauvre en conseillers de politique étrangère, la seule personne identifiée ayant été Walid Phares, un universitaire d'origine libanaise. À Washington, nombre d'experts d'obédience républicaine se méfiaient en effet de ce candidat hors-norme et tonitruant. En mai 2016 dans le *Washington Post*, l'ancien conseiller néoconservateur de George W. Bush, Robert Kagan, avait ainsi déclaré que Donald Trump représentait une menace de type fasciste pour le pays et qu'il voterait Clinton pour sa part.

L'équipe de transition du nouveau président choisira-t-elle des visages connus ayant exercé des responsabilités dans de précédentes administrations républicaines – auquel cas le caractère iconoclaste de la présidence Trump pourrait être gommé –, ou de nouvelles personnalités vont-elles émerger ? Ces dernières retiennent nécessairement moins l'attention des médias et pourraient créer la surprise. Pour le poste de secrétaire à la Sécurité intérieure (*homeland security*) alternent par exemple le nom de Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas et ceux de David Clarke, shérif de la ville de Milwaukee dans le Wisconsin, qui s'est fait connaître pour sa défense des policiers lors de la convention républicaine, et de Joe Arpaio, ex-shérif du comté de Maricopa dans l'Arizona.

Le positionnement idéologique des futurs responsables de la politique étrangère de l'administration est encore plus décisif. Suivant les opinions des personnes nommées, on pourrait en effet assister à des inflexions des projets du candidat Trump. Le très conservateur vice-président Mike Pence

vient de prendre la tête de la *transition team* ; Steve Bannon, désigné comme proche conseiller à la Maison-Blanche, est qualifié pour sa part de personnage d'extrême droite. Quels responsables vont-ils nommer ?

Pour le poste de secrétaire d'État, le *New York Times* mentionne les noms de Newt Gingrich, rédacteur du manifeste politique très à droite « Contract with America » dans les années 1990 et de Bob Corker, sénateur du Tennessee, qui a présidé la Commission des affaires étrangères du Sénat. Corker s'est montré hostile à la Russie dans l'affaire de la Crimée et sa nomination pourrait signaler une évolution de la position du nouveau président sur cette question. Un article de *Foreign Policy* mentionne également John Bolton, l'un des conseillers les plus nationalistes de l'équipe de George W. Bush, qui a appelé régulièrement ces dernières années à des frappes préventives contre l'Iran. Sa nomination remettrait-elle en cause l'isolationnisme du président ? L'ancien maire de New York Rudi Giuliani est l'un des derniers mentionnés. Son image reste très liée aux attentats du 11 Septembre, mais ses compétences en politique étrangère sont plus floues.

Parmi les responsables pressentis pour le poste de secrétaire à la Défense figurent le sénateur de l'Alabama Jeff Sessions, un allié loyal que Donald Trump a mentionné explicitement dans son discours de victoire ; Steve Hadley, l'un des conseillers de politique étrangère les plus controversés de George W. Bush ; et Jim Talent, ancien sénateur du Missouri, aujourd'hui à l'American Enterprise Institute. Talent aspire à une remontée en puissance de l'appareil militaire américain, l'une des mesures que Donald Trump a annoncées. Internationaliste attentif au respect des alliances, il déclare espérer que Trump ajuste ses projets dans le sens du raisonnable.

Michael Flynn, ancien directeur de l'Agence du renseignement de défense et très critique du bilan d'Obama au Moyen-Orient, est pressenti quant à lui pour le poste de directeur de la CIA ou de conseiller à la sécurité nationale.

Quelle sera l'attitude du Congrès ?

Interlocuteur principal des chefs d'État étrangers, en mesure d'adopter par la voie exécutive des accords ayant valeur de traité en droit international (*sole executive agreements*), le président a une grande marge de manœuvre en politique étrangère. Il doit cependant compter avec le Congrès. En cette période de fort déficit, il n'est pas certain, par exemple, que représentants et sénateurs acceptent de voter la montée en puissance du budget de défense souhaitée par le président. La Chambre et le Sénat se

prononceront aussi prochainement sur le renouvellement de la loi sur les sanctions contre l'Iran (*Iran Sanction Act*, ISA) et sur la loi sur la politique de défense.

Chargé de ratifier les traités à la majorité des deux tiers et de confirmer la nomination des membres du gouvernement et des ambassadeurs, le Sénat représente un contre-pouvoir supplémentaire par rapport à la branche exécutive. Rappelons-nous qu'il a refusé de ratifier le traité de Versailles en 1920 et, plus près de nous, le second traité SALT en 1979. Quelle sera son attitude ?

La majorité devrait s'y établir autour de 52 sénateurs républicains contre 48 démocrates. Le Grand Old Party (GOP) n'aura donc pas la majorité qualifiée de 60 sénateurs qui lui permettrait de surmonter la procédure d'obstruction du *filibuster*. Depuis une réforme de 2013, le *filibuster* ne peut plus être utilisé pour retarder les nominations relatives à la politique étrangère. Mais les démocrates n'hésiteront pas à y recourir pour bloquer le vote des lois.

Reste la question des équilibres au sein du Parti républicain, où existent des lignes idéologiques différentes et de solides inimitiés. Paul Ryan, chef de la majorité républicaine à la Chambre est mal à l'aise avec le projet et la personne de Donald Trump. Son homologue au Sénat, Mitch McConnell, semble plus proche du nouveau président. Mais il conserve un grand pouvoir de nuisance vis-à-vis des projets présidentiels, grâce à sa maîtrise de l'ordre du jour de la Chambre haute.

La politique de défense sous Donald Trump : *doing less with more* ?

Par Corentin Brustlein

Donald Trump a affiché des ambitions considérables dans le domaine militaire. Son programme prévoit une forte remontée en puissance de toutes les armées américaines :

- ▀ l'*Army* (armée de Terre) passerait de près de 475 000 à 540 000 hommes ;
- ▀ la *Navy* viserait une flotte constituée autour d'environ 350 bâtiments de guerre au lieu de l'objectif actuel de 308 ;
- ▀ l'*US Air Force* maintiendrait une flotte de 1 200 chasseurs, là où le niveau d'ambition actuel est fixé à 1 100 ;
- ▀ l'*US Marine Corps* passerait à 36 bataillons, soit de près de 180 000 à environ 230 000-240 000 hommes.

À ceci devrait s'ajouter la poursuite – voire l'accélération – du programme de modernisation de l'arsenal nucléaire américain sous sa forme actuelle⁴ et le renforcement de la défense antimissile balistique. L'ensemble impliquerait une montée en puissance colossale, dépassant très largement le cadre du seul mandat du nouveau président. De tels efforts impliqueraient une augmentation considérable du budget de la défense, estimée à 60 milliards de dollars par an en sus des prévisions de l'actuelle administration.

Il existe un décalage net entre de telles orientations et les ambitions affichées par le candidat en matière de politique étrangère : une critique des guerres jugées inutiles et coûteuses de l'administration Obama, une implication moins poussée, plus sélective, dans les crises régionales, et une

4. Rien, dans les déclarations de Donald Trump ou de ses conseillers, ne laisse présager que la future administration fera siennes les ambitions d'Obama de réduction de la place de l'arme nucléaire dans la posture américaine. Toutefois, les interviews ont moins révélé une vision claire qu'un faible degré de maîtrise des problématiques liées à l'arme nucléaire.

volonté de voir les alliés des États-Unis prendre davantage en main leur propre sécurité. On voit mal, dans ces orientations, ce qui justifierait un renforcement aussi massif des forces terrestres et des capacités expéditionnaires, qui retourneraient à des volumes proches des niveaux atteints dans les années 2000, lorsque les États-Unis conduisaient simultanément les guerres en Irak et en Afghanistan.

La volonté de la future administration Trump de maintenir un appareil militaire conservant l'avantage sur tous ses rivaux potentiels laisse peu de place au doute. Elle se heurtera toutefois à des contraintes budgétaires héritées du *Budget Control Act* de 2011, qui fixe des plafonds de dépenses fédérales nettement en deçà des niveaux requis pour mettre en œuvre le programme de Trump – le différentiel est aujourd'hui estimé à près de 90 milliards par an. Comme sous Obama, l'administration devra donc s'entendre avec le nouveau Congrès pour relever ces plafonds. L'accent mis sur les seules dépenses militaires, là où l'administration Obama cherchait à accroître en parallèle les dépenses sociales, et la majorité républicaine nouvellement acquise au Congrès devraient ici faciliter la tâche de l'administration pour dégager une marge de manœuvre supérieure à celle de l'équipe précédente – sans pour autant être illimitée.

Le degré d'implication militaire américaine dans les opérations en cours et auprès des alliés pourrait connaître une remise à plat inédite, et problématique à plus d'un titre. Celle-ci n'annoncerait pas nécessairement un retrait de tous les théâtres : Donald Trump a ainsi averti que, dès sa prise de fonctions, il demanderait au Pentagone un plan pour « défaire Daech en 30 jours ». Pour atteindre cet objectif, peu crédible, les options américaines iraient de l'intensification des pratiques actuelles (frappes aériennes, formation et appui des forces locales) à une implication plus directe des forces américaines au sol, à condition d'accepter un risque de pertes beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui.

À plus long terme, et dans d'autres régions du monde, les incertitudes sont plus lourdes encore. L'insatisfaction déclarée de Trump à l'égard des alliés des États-Unis – y compris les plus proches – et l'importance toute relative que le candidat a semblé accorder aux engagements américains en termes de sécurité collective et au régime de non-prolifération nucléaire marqueraient, si elles se confirmaient dans la pratique sous la forme d'un désengagement durable, une rupture historique. L'autonomisation stratégique à marche forcée de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie orientale qui s'ensuivrait aboutirait mécaniquement à une perte d'influence majeure des États-Unis. Bien qu'une telle rupture aille dans le sens d'un courant minoritaire du Parti républicain, elle se heurterait à des résistances lourdes, à la fois d'un Congrès craignant l'affaiblissement du leadership

américain et des ministères concernés, en premier lieu du département d'État.

En définitive, quelle que soit la manière dont se traduit dans la pratique le programme exposé par Donald Trump, son élection appelle une indispensable responsabilisation des alliés des États-Unis. En raison de ses choix historiques favorisant son autonomie stratégique, la France ne serait pas l'allié le plus lourdement affecté par de telles orientations. Elle bénéficie toutefois fortement du soutien américain pour ses opérations en cours, notamment dans la bande sahélo-saharienne. Pour, le reste de l'Europe, confrontée à un voisinage Est et Sud instable, le défi est beaucoup plus structurel.

La guerre commerciale n'aura (peut-être) pas lieu

Par Françoise Nicolas

Bien que Donald Trump n'ait jamais publié de programme de politique commerciale clairement articulé, les nombreuses déclarations qui ont émaillé sa campagne fournissent une idée assez précise de ses intentions en la matière. Et force est de constater que leur mise en œuvre ne serait pas loin de signer la fin de la mondialisation. Au cours des derniers mois, le candidat Trump n'a cessé de fustiger le système commercial multilatéral, qualifiant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de « désastre », appelant à la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui aurait coûté des millions d'emplois aux classes moyennes américaines, et à l'abandon du Trans Pacific Partnership (TPP) tout fraîchement signé (mais non encore ratifié par le Congrès) qu'il assimile à « un viol ».

Bien que le candidat s'en défende, arguant être en faveur du libre-échange, à condition que ce soit sur des bases loyales, ses positions sont incontestablement protectionnistes et s'inscrivent en rupture avec la tradition libre-échangiste du Parti républicain, mais aussi avec certaines de ses déclarations antérieures. Ainsi en 2008, bien avant d'être candidat à la magistrature suprême, l'homme d'affaires Trump dénonçait les dangers, voire l'ineptie, de l'isolationnisme et vantait les mérites et les bienfaits de la mondialisation⁵.

Pendant la campagne, la raison de ce déchaînement verbal tient en un mot : l'emploi. C'est en effet pour faire revenir des emplois sur le territoire américain que le candidat militait en faveur de l'imposition de droits de douane exorbitants (entre 25 % et 45 %) sur les importations en provenance du Mexique et de la Chine. C'est sur la seconde qu'il a concentré l'essentiel de ses critiques, allant, au nom de la sauvegarde de l'indépendance économique américaine, jusqu'à appeler à déclarer une

5. D. Trump, *Trump Never Give Up. How I Turned my Biggest Challenges into Success*, Hoboken (New Jersey), Wiley & Sons, février 2008, p. 158.

« guerre commerciale » à Pékin, qu'il accuse de se livrer en toute impunité à une manipulation de sa devise pour gagner en compétitivité.

Ce programme n'augure rien de bon pour un système commercial multilatéral déjà affaibli par le ralentissement spectaculaire des échanges internationaux, qui progressent désormais moins vite que la production elle-même.

Toutefois, en raison de l'outrance de ces propos et de leur caractère contradictoire (comment préconiser de se retirer de l'OMC et envisager, dans le même temps, de faire appel à son instrument de règlement des différends contre la Chine ?), le commerce est probablement le champ dans lequel l'écart entre les propos de campagne du candidat et les décisions du président sera le plus grand. D'ailleurs, Donald Trump et ses conseillers ont déjà reconnu que les menaces de sanctions tarifaires ne constituaient précisément que des menaces, simplement destinées à infléchir le comportement des partenaires commerciaux des États-Unis.

Par ailleurs, la mise en œuvre des mesures préconisées se heurterait à des difficultés techniques, ainsi une renégociation de l'ALENA serait en réalité très compliquée dans la mesure où nombre des dispositions de cet accord font désormais partie du droit américain. Pour les remettre en question, l'accord du Congrès serait nécessaire, or les sénateurs républicains sont dans leur grande majorité favorables au libre-échange.

Enfin, si l'objectif à atteindre est bel et bien de « ramener des emplois à la maison », les mesures envisagées sont vouées à l'échec. À l'heure des chaînes de valeur mondiales, une politique de repli sur soi aurait des effets catastrophiques dans un certain nombre de secteurs. Il est illusoire d'espérer que les emplois manufacturés reviennent aux États-Unis comme par magie sous l'effet de hausses des barrières douanières. La disparition de ces emplois relève en effet essentiellement du mécanisme dit de destruction créatrice liée à l'innovation et aux progrès de la productivité, et ne résulte pas de mesures de politique commerciale. En revanche, de telles hausses tarifaires ne manqueraient pas de déclencher des représailles de la part des pays concernés, conduisant potentiellement à un cercle vicieux, qui pourrait être comparable à celui observé pendant la période de l'entre-deux-guerres, avec les effets que l'on sait. En outre, un démantèlement des chaînes de valeur déboucherait sur des pertes d'emplois, mais aussi des hausses de prix, puis vraisemblablement une hausse des taux d'intérêt et mécaniquement de la charge de la dette publique. On ne voit pas comment un président proche des milieux d'affaires pourrait se lancer dans une politique aussi hasardeuse.

Il y a donc de fortes chances pour que Donald Trump ne conserve de sa posture de va-t-en guerre commercial qu'un discours de fermeté face à la Chine, en exigeant notamment un meilleur respect du principe de réciprocité. Si tel était le cas, on ne pourrait que s'en féliciter. Il faut simplement espérer que la raison l'emporte sur la rhétorique de campagne et que Donald le candidat populiste s'effacera au profit de Trump l'homme d'affaires adepte de la mondialisation. Toutefois, si une telle interprétation s'avérait excessivement optimiste, il faudrait alors se préparer à entrer dans une zone d'extrêmes turbulences.

Climato-scepticisme et défense des énergies fossiles : l'héritage d'Obama en péril ?

Par Marie-Claire Aoun et Carole Mathieu

Les résultats de l'élection présidentielle américaine ont semé le trouble à Marrakech, où s'est tenue la 22^e Conférence des Parties sur le climat. On sait le nouveau président sceptique sur la réalité scientifique du réchauffement, mais aussi opposé au principe même d'un accord international sur le climat, jugeant que les États-Unis ne peuvent se voir dicter un modèle de consommation énergétique. Sur ce fondement, il appelait en 2015 à l'annulation de la participation des États-Unis à l'accord de Paris et à la suppression de toute contribution aux financements onusiens destinés à aider les pays les plus vulnérables.

Formellement, les États-Unis ne seront en capacité de dénoncer l'accord de Paris qu'à partir de novembre 2019, puis leur retrait prendrait effet un an plus tard, soit en novembre 2020. En revanche, sortir de la Convention-climat de 1992 ne nécessiterait qu'une seule année, mais cela équivaldrait à une attaque en règle contre le multilatéralisme. Ces obstacles juridiques n'empêchent cependant pas la prochaine administration Trump de nuire à la crédibilité de l'accord de Paris, en bloquant les décisions de mise en œuvre. La grande réussite de la COP21 était d'avoir rassemblé pour la première fois tous les grands émetteurs, industrialisés comme émergents. En l'absence de contrepartie américaine, des pays comme la Chine ou l'Inde, engagés pour le climat mais aussi soucieux de leur droit au développement, pourraient se démobiliser à leur tour, alors que l'urgence climatique exige au contraire une accélération des efforts.

En pratique, la tendance à la baisse des émissions de CO₂ aux États-Unis devrait se poursuivre car elle reste portée par les forces du marché et les politiques volontaristes de nombreux États fédérés. Les réductions observées sur la dernière décennie tiennent avant tout aux gains de compétitivité du gaz vis-à-vis du charbon, mais aussi aux baisses de coûts des énergies solaires et éoliennes. Ces dernières bénéficient par ailleurs de

crédits d'impôts fédéraux, prolongés jusqu'en 2019 par la majorité républicaine au Congrès. Il faut aussi relever que Donald Trump n'a pas d'hostilité *a priori* vis-à-vis des énergies renouvelables, parce qu'elles renforcent l'indépendance énergétique du pays et représentent déjà un important vivier d'emplois. De plus, les pratiques d'autoconsommation, permises par les énergies renouvelables, peuvent aussi s'inscrire dans un discours « antisystème », dans la mesure où elles permettent au consommateur américain de s'affranchir du réseau, associé aux structures étatiques. Néanmoins, Donald Trump se pose aussi en défenseur de la libre concurrence entre sources d'énergie et souhaite en conséquence supprimer les crédits alloués à la recherche et développement en matière d'énergie propre, incluant énergies renouvelables et nucléaire. Selon la même logique, Trump s'oppose au Clean Power Plan, élaboré par l'Agence de protection de l'environnement (EPA) pour réduire les émissions de CO₂ du secteur électrique. La légalité de ce programme est aujourd'hui contestée par les entreprises charbonnières et les États dépendants des activités minières. La très probable nomination d'un nouveau juge républicain à la Cour suprême pourrait faire pencher la balance en défaveur du Clean Power Plan et conduire à son annulation, avant même le début de sa mise en œuvre.

Donald Trump est par ailleurs un fervent défenseur des intérêts des industries pétrolière et gazière. Sans doute cherchera-t-il dans les prochaines semaines à faire renaître l'oléoduc Keystone XL, qui vise à acheminer le pétrole des sables bitumineux de la province canadienne d'Alberta vers les raffineries du golfe du Mexique. Parce qu'il n'était pas compatible avec le leadership climatique américain, ce projet avait été rejeté en novembre 2015 par l'administration Obama après plus de sept années de controverses. Dans la même veine, Donald Trump pourrait rompre l'engagement pris par Obama aux côtés du Premier ministre canadien de réduire les émissions de méthane de l'industrie pétrolière et gazière.

Outre l'abrogation de ces dispositions réglementaires environnementales adoptées durant le second mandat d'Obama, Trump dispose de leviers limités pour favoriser l'industrie pétrolière américaine. Durement frappés par l'effondrement des cours du brut depuis plus de deux ans, les producteurs de pétrole de schiste américains espèrent désormais obtenir des avantages fiscaux, allégeant les contraintes sur leur production. Mais la dynamique du marché pétrolier est mondiale, et toute augmentation supplémentaire de production viendra creuser l'excédent d'offre au niveau global, risquant de mettre en péril l'accord tant attendu

entre les pays de l'OPEP, avec l'Arabie Saoudite en chef de file, le 30 novembre 2016.

En somme, l'arrivée de Trump au pouvoir ouvre une ère d'incertitude sur les marchés énergétiques internationaux. Au-delà de son retrait de l'accord de Paris, Donald Trump avait aussi annoncé vouloir renégocier l'accord sur le nucléaire iranien. Si la nouvelle administration américaine prend effectivement ce tournant, alors les cartes sur la scène énergétique mondiale risquent d'être complètement rebattues.

Trump et internet : pas de romance en perspective

Par Julien Nocetti

Internet a joué un rôle central dans la campagne présidentielle. La révélation par WikiLeaks des manœuvres du Parti démocrate pour favoriser Hillary Clinton, puis l'affaire des courriels de l'ex-secrétaire d'État, avaient suscité une grande confusion aux États-Unis et été largement instrumentalisées par son adversaire républicain. Au-delà de ces sujets de discorde, Donald Trump ne s'est guère distingué par une vision concrète pour le numérique, se contentant de déclarations controversées.

La Silicon Valley inquiète

Par nature, la Silicon Valley reste très majoritairement anti-Trump. Ses largesses financières se sont orientées vers la candidate démocrate (surtout) et les rivaux républicains de Trump – ce dernier s'étant toujours fait fort de n'être « tenu » par aucun lobby.

Le président élu sera-t-il mu par un esprit de revanche ? Les plus grands acteurs du numérique sont restés discrets. Cependant, les provocations de Trump à l'égard du patron d'Amazon Jeff Bezos, ainsi que ses appels à boycotter Apple, ne contribueront pas à réconcilier le milliardaire avec une industrie numérique qu'il ne connaît guère.

Les préoccupations immédiates de la Silicon Valley devraient toutefois s'orienter vers la politique migratoire menée par Trump. Celle-ci s'inquiète du programme anti-immigration du vainqueur, alors qu'elle cherche à attirer des talents du monde entier.

La plupart des problématiques clés de la campagne – emploi, mondialisation, immigration – ont ceci en commun d'être largement ancrées dans l'anxiété d'une partie de l'électorat vis-à-vis des conséquences des bouleversements technologiques. La collision entre le programme de Trump et la Silicon Valley se produirait davantage sur le terrain social qu'économique : un *geek* de San Francisco a davantage de points communs (dont la lecture du monde) avec un programmeur de Bangalore ou un capital-risqueur de Londres qu'avec ses concitoyens peu connectés du Midwest.

Préserver l'héritage d'Obama ?

Barack Obama est parvenu à incarner la civilisation numérique : très proche de la Silicon Valley durant ses deux mandats, il a su redéployer la stratégie de sécurité et le redéveloppement économique des États-Unis autour de l'industrie numérique. Président *geek*, il s'est mué malgré lui en « président surveillance » après qu'Edward Snowden eut révélé la collusion de l'appareil sécuritaire américain avec les grands acteurs du Net.

Il est délicat de s'avancer sur l'usage que Trump fera de cet héritage. Lors du conflit ayant opposé Apple au FBI, Trump avait affirmé que la sécurité nationale l'emportait sur toute considération de vie privée. Le maintien de cette position l'opposera à l'industrie numérique, qui avait renforcé ses standards de protection après les révélations de Snowden.

Trump va se trouver à la tête d'un appareil de surveillance électronique planétaire. Celui-ci est symbolisé par la NSA, dont il devra orienter les missions à l'étranger et choisir de poursuivre – ou non – la réforme entreprise afin de réguler la collecte des métadonnées sur le sol américain.

En matière de gouvernance d'internet, la politique du nouveau président dépendra de ses rapports de force avec le Parti républicain, majoritairement hostile à la fin de la tutelle du gouvernement américain sur une partie des « ressources critiques » d'internet. Les déclarations de Trump sur la Russie ont été amplement critiquées par l'*establishment* républicain, toujours prompt à agiter le spectre d'une prise de contrôle d'internet par les États autoritaires. Il a néanmoins estimé qu'internet « est à nous » (aux États-Unis) – une opinion dépassant les clivages partisans.

Conflit cyber et guerre des données

Une inconnue majeure réside dans les décisions de Trump en matière de cyber-sécurité. Le candidat s'était contenté de préconiser un accroissement des capacités cyber offensives, sans pour autant avoir élaboré de réflexion. Or, compte tenu du nombre exponentiel de cyber-attaques sur les institutions américaines depuis un an, il est probable que le nouveau président ait à prendre des décisions primordiales pour mieux protéger l'infrastructure numérique des États-Unis et répliquer. Adeptes d'un discours critique envers la Chine pendant sa campagne, Trump sera testé par Pékin en matière de cyber-espionnage. Le possible renforcement des mesures protectionnistes contre les équipements chinois constituera un autre facteur de tension. Sur le front européen, les membres de l'Alliance atlantique auront besoin d'être rassurés sur l'engagement des États-Unis en matière de dissuasion cyber contre une Russie perçue comme agressive.

La poursuite de la « guerre des données » transatlantique (dénonciation par l'Europe du Safe Harbor, enquêtes de la Commission sur les pratiques des géants du numérique) dépendra de la capacité de Trump à rassurer la Silicon Valley sur ses intentions. Son protectionnisme de campagne correspond mal avec l'idéologie des « GAFAM⁶ » qui se jouent des frontières et des juridictions. Si Trump se mue en réaliste pragmatique, il poursuivra certainement la politique de ses prédécesseurs, fondée sur un « impérialisme d'interpénétration » qui fait des États-Unis l'unique superpuissance numérique.

6. Google Apple Facebook Amazon Microsoft.

Trump et l'Asie : fin du pivot ?

Par Céline Pajon

Les déclarations de Donald Trump ne donnent qu'une vision fragmentaire de ce que pourrait être sa politique en Asie. Une certitude : il ne semble pas avoir une vision stratégique construite de la région, de même qu'il n'a pas clairement identifié quels seraient les intérêts américains à défendre en Asie, en dehors d'un redressement de la balance commerciale. Ses remarques souvent provocantes sur les partenaires asiatiques de Washington ont mis en lumière quelques points saillants de son approche, fondée sur le principe de rentabilité : l'engagement américain (y compris en termes militaires) doit être monnayé et le retour sur investissement doit être positif. Les conditions des alliances doivent donc être renégociées sur des bases plus favorables pour Washington, les accords de libre-échange rediscutés ou abandonnés, les risques géopolitiques doivent pouvoir être gérés à travers l'arme économique en priorité. Cette vision implique, en creux, l'abandon de la politique de « pivot » ou de rééquilibrage vers l'Asie portée par l'administration Obama depuis 2011.

La renégociation des alliances de sécurité constitue un point récurrent du discours de Trump sur l'Asie. Au printemps 2016, il avertit la Corée et le Japon qu'ils devront désormais payer pour la totalité des coûts liés à la présence militaire américaine sur leur territoire (45 000 hommes au Japon, 28 000 en Corée), Washington « ne pouvant plus se permettre ces dépenses ». Ces remarques ont causé beaucoup d'émotions dans la mesure où Tokyo supporte déjà près de 70 % de ces coûts et Séoul près de 50 %. Ces deux pays ont misé sur un renforcement de leur alliance avec Washington pour faire face au contexte sécuritaire dégradé dans la région – notamment en achetant nombre de systèmes d'arme américains de dernière génération.

Donald Trump est allé jusqu'à suggérer que Corée et Japon se dotent de l'arme nucléaire pour assurer leur propre défense. Ce faisant, il remet en cause deux éléments centraux de la posture stratégique américaine : l'existence d'alliances militaires de long terme en Asie fondées sur la dissuasion étendue et la politique de non-prolifération nucléaire. Ces principes faisant l'objet d'un consensus bipartisan, Donald Trump rencontrerait une forte opposition au sein même du camp républicain s'il

tentait de les mettre en œuvre. On peut donc plus sûrement considérer ces remarques comme relevant de sa rhétorique visant à frapper les esprits. Il est toutefois fort probable que Trump réclame un meilleur partage du fardeau – les alliés doivent payer, et faire leur part du travail.

Ce signal plonge d'ores et déjà Séoul et Tokyo dans un profond embarras. Séoul, qui s'était sensiblement rapproché de Pékin avant de faire volte-face en début d'année pour approfondir son alliance avec Washington et héberger un bouclier antimissile américain, pourrait reconsidérer son calcul. Ceci d'autant que Trump a envoyé des messages contradictoires quant à sa politique nord-coréenne, oscillant entre un retour au dialogue (« avec Kim Jong-un autour d'un hamburger ») et un retrait relatif pour laisser la Chine (« qui a un contrôle absolu sur la Corée du Nord ») et les voisins directs du régime ermite se charger du dossier. Tokyo, pour sa part, a déjà modestement accru sa contribution à l'alliance au travers d'impopulaires lois de défense adoptées en septembre dernier pour permettre à ses troupes de protéger les soldats américains dans certaines situations. Le message de Trump pourrait toutefois apporter de l'eau au moulin du Premier ministre Abe dont le dessein est de réviser l'article 9 de la Constitution pour doter le pays de véritables forces armées. Dans un premier temps, Tokyo cherchera plus sûrement à solliciter de nouvelles garanties de réassurance, notamment à propos de la défense des îles Senkaku.

À l'instar des alliances, les accords de libre-échange doivent être renégociés, ou abandonnés : l'accord avec la Corée aurait ainsi, selon Trump, « été responsable de plus de 100 000 pertes d'emplois et d'énormes déficits au niveau commercial ». Le Trans Pacific Partnership (TPP) regroupant 12 pays (dont le Japon) et près de 40 % de la richesse mondiale, et qui attend d'être ratifié par le Congrès, est qualifié par Trump de « potentiel désastre pour le pays ». Or, un abandon du TPP sonnerait le glas d'un élément majeur du pivot américain – la valeur de cet accord résidant moins dans ses mérites économiques que dans sa portée normative face à la Chine. Cette décision laisserait certainement libre cours aux autres initiatives régionales, strictement asiatiques, et plus sûrement dominées par la Chine (RCEP, accord trilatéral Chine-Japon-Corée).

Quant à l'épineuse question de la mer de Chine méridionale, si Trump s'est insurgé contre les avancées unilatérales de la Chine, il n'a pas évoqué l'option militaire, mais plutôt l'arme économique pour ramener Pékin à la raison (« I would use trade, absolutely, as a bargaining chip »). S'il parvenait à s'accorder avec le président philippin sur cette ligne, les autres pays de la région pourraient en conclure qu'ils n'ont pas d'autres choix que

se conformer aux *desiderata* de Pékin, notamment en matière de revendications territoriales.

Trump : un homme d'affaires face à la Chine

Par Alice Ekman et John Seaman⁷

Tout au long de la campagne, Donald Trump a réservé une place particulière à la Chine, qu'il a critiquée fréquemment, et parfois de façon violente. Selon lui, la Chine « viole », « tue », « détrouse », « triche », « manipule » et « effraie » les États-Unis. La critique la plus récurrente porte sur la « manipulation de la monnaie » chinoise et sur les difficultés d'accès au marché chinois. Les activités de Pékin, à cause du « vol » de propriété intellectuelle américaine, sont qualifiées d'« illégales ». La Chine transgresse les règles et est responsable de plus de la moitié du déficit commercial et de la perte des emplois américains. Le changement climatique serait même un concept créé « par et pour des Chinois » pour nuire à la compétitivité des entreprises américaines.

Plus concrètement, Trump a annoncé vouloir imposer des droits de douane prohibitifs sur les importations chinoises, critiquant en creux l'entrée de la Chine dans l'OMC – un « désastre » – et le manque d'autorité de l'institution pour faire appliquer ses règles à la Chine. Toutefois, le candidat Trump s'est rarement aventuré au-delà des sujets économiques. De fait, pendant la campagne, Trump aborde la Chine avant tout en homme d'affaires – de ce point de vue, la Chine serait un mauvais partenaire en affaires, qui ne joue pas le jeu.

Trump a en revanche relativement peu évoqué les sujets d'ordre géopolitique – bien qu'il ait dénoncé « la montée du militarisme en Chine », qu'il considère « très inquiétante, encore plus problématique que la menace de l'État islamique » – et il n'a pas abordé la question des droits de l'homme. Il a néanmoins critiqué le rôle de la Chine sur le dossier nord-coréen, qui aurait « un contrôle total » sur Pyongyang mais qui profiterait plutôt de la situation pour faire étalage de sa puissance.

Il faut toutefois replacer la virulence de ces critiques dans le contexte des campagnes électorales américaines, au cours desquelles il est d'usage

7. Les auteurs tiennent à remercier Estelle Zufferey (stagiaire au Centre Asie, Ifri) pour ses recherches.

de s'en prendre à la Chine – surtout pour les candidats d'opposition. En 1992, c'était Bill Clinton qui évoquait « the butchers of Beijing » pendant sa campagne électorale, avant de négocier l'entrée de la Chine à l'OMC en tant que président. Pékin sait relativiser la rhétorique des campagnes et peut se réjouir de l'élection de Trump pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle donne des arguments à Pékin qui aime à rappeler les faiblesses et limites des systèmes démocratiques, et promeut activement son propre modèle de gouvernance à l'étranger. Ensuite, elle annonce une mise au second plan de la question des droits de l'homme et des valeurs universelles, la plus sensible aux yeux de Pékin. Enfin et surtout, la reformulation de la posture américaine annoncée par Trump pourrait avoir pour conséquence d'affaiblir le « rééquilibrage » américain en Asie (lancé par Hillary Clinton), et le système des alliances, que la Chine considère illégitime et qu'elle tente de remettre en cause.

Ce qui inquiète le plus la Chine, en revanche, c'est la perspective d'un retour au protectionnisme généralisé prôné par Trump. En effet, le « miracle » de la croissance chinoise des 30 dernières années s'est effectué en grande partie grâce à l'ouverture du commerce international, ouverture qui demeure indispensable en dépit de la réorientation du modèle de croissance chinois (qui cherche à développer davantage sa consommation interne, mais aussi à monter en gamme et conquérir de nouveaux marchés étrangers).

Dans ce contexte, on peut s'attendre à ce que Pékin cherche à séduire le nouveau président, tout en saisissant l'occasion d'avancer ses projets internationaux.

Séduire Donald Trump. La méconnaissance de la Chine politique et le manque d'expérience diplomatique du nouveau président pourraient être perçus comme un atout pour Pékin, qui n'hésite pas à jouer l'ambiguïté face à des interlocuteurs peu au fait des spécificités et objectifs chinois. Pékin souhaitera tourner la page des critiques de la campagne pour lancer de nouvelles relations sur de bonnes bases – entre les deux administrations comme entre Xi Jinping et Donald Trump sur le plan personnel. La flatterie fera sans doute partie de l'arsenal diplomatique chinois, surtout si l'occasion se présente d'accueillir le nouveau chef d'État en Chine. Pékin pourrait passer de la séduction à la fermeté dans un second temps, en fonction des réactions du nouveau président américain.

Accélérer le rythme des initiatives internationales. Sous Xi Jinping, la Chine souhaite se positionner en tant que leader en Asie et sur la scène internationale de manière générale. Consciente que la nouvelle administration Trump, toute préoccupée par la constitution de son équipe et la définition de sa politique étrangère, ne sera pas en mesure de les

freiner, la Chine continuera à prendre des initiatives sur les plans diplomatique, économique et de sécurité. Celles-ci seront en premier lieu concentrées en Asie-Pacifique et sur le continent eurasiatique, zone au cœur des préoccupations chinoises où Pékin développe son projet de Nouvelles routes de la soie. Par ailleurs, le retrait américain de certaines institutions et accords internationaux souhaité par Trump, couplé avec le désir de la Chine de mener une restructuration de la gouvernance mondiale, ouvrira la porte à des initiatives chinoises sur des questions plus internationales, à commencer par l'accord sur le changement climatique, actuellement en discussion à la COP22 à Marrakech.

Une chose est certaine avec les relations sino-américaines : le jeu des grandes puissances ne risque pas de s'arrêter avec l'arrivée de Donald Trump.

Trump et la Russie : la fin de l'« ennemi américain » ?

Par Tatiana Kastouéva-Jean et Julien Nocetti

La Russie est certainement la puissance étrangère dont il a été le plus question au cours de la campagne. Aux accusations d'ingérence de Moscou se sont ajoutés les propos complaisants de Donald Trump à l'égard de Vladimir Poutine, et les liens d'affaires supposés de son entourage avec la Russie. En retour, les propos flatteurs du président russe envers l'impétrant new-yorkais, la campagne des médias russes en faveur de Trump et la popularité de celui-ci dans l'opinion russe ont pu faire penser, en Occident, que le Kremlin avait fait son choix depuis le début. L'élection du milliardaire américain ouvre-t-elle la voie à une progressive réconciliation russo-américaine sur les grands dossiers de politique internationale ? Favorise-t-elle réellement les intérêts de la Russie ?

Des marges internationales élargies pour la Russie ?

Pour une Russie qui conteste ouvertement le récit des États-Unis sur les affaires du monde, l'élection de Donald Trump représente à première vue une aubaine. Le soutien de Poutine envers Trump, dès le début de la campagne du milliardaire, essentiellement fondé sur l'antipathie réciproque que se vouaient le président russe et Hillary Clinton, était aussi basé sur la capacité de Trump à « secouer » un *establishment* américain hostile à la Russie.

Au-delà de l'inimitié pour la candidate démocrate, deux éléments expliquent le soutien apporté à Trump en dépit des dénégations tardives. Premièrement, l'élection du magnat américain, fragilisant l'image des États-Unis après une campagne virulente, valide le discours russe d'une Amérique percluse de maux dont la démocratie serait la première cause. En plus de cesser d'apparaître comme un modèle enviable – et exportable à l'envi –, la démocratie libérale traduirait en creux l'expression des plus vils instincts de la population. Une défaite de Trump aurait toutefois été

exploitée comme une falsification du vote au profit de la candidate « des élites ».

Deuxièmement, les ambitions affichées de Trump de se concentrer sur la politique intérieure et son discours isolationniste sont autant d'indicateurs, pour Moscou, d'une baisse à venir de l'activité américaine sur la scène internationale. La Russie escompte tirer parti d'une fenêtre d'opportunités en termes géostratégiques, même si les intentions de Trump restent encore difficiles à déchiffrer. Plusieurs dossiers suscitent les plus vives attentes des autorités russes.

Sur l'Ukraine, la Russie espérerait un affaissement du soutien américain au gouvernement ukrainien et le renforcement des pressions sur Kiev dans le cadre des accords de Minsk. Une éventuelle reconnaissance de l'annexion de la Crimée par les États-Unis semble à ce stade improbable en raison des positions prises par le Parti républicain.

Sur la Syrie, Trump a défendu l'idée d'une coopération militaire avec Moscou contre les djihadistes tout en stigmatisant l'influence de l'Iran, qui compte pourtant parmi les alliés de la Russie et du régime baasiste. La victoire de Trump contraindra sûrement Obama à accélérer ses offensives sur Mossoul et Raqqa afin de sauver son bilan au Moyen-Orient et damer le pion à la Russie. La remise en cause annoncée par Trump de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien sera suivie précautionneusement par la diplomatie russe.

Enfin, le simple fait que le candidat Trump questionne l'utilité de l'OTAN ne peut que jouer en faveur de Moscou, dont la rhétorique et les actions visent à saper la cohésion occidentale. Le Kremlin visera toujours le délitement du lien transatlantique par un test continu des capacités de réaction de l'Organisation, notamment dans les pays baltes, mais aussi – point sans doute plus critique – en Turquie.

Les contradictions de Moscou

À l'évidence, certaines déclarations de Trump peuvent avoir des conséquences inattendues pour le Kremlin. Celui-ci semblait obsédé par une Chine risquant de ravir à la Russie la figure d'« ennemi numéro un ». Or, le rétablissement du statut de grande puissance de la Russie se construit dans l'opposition à la puissance américaine : la valeur ajoutée de Moscou pour sa propre opinion publique, mais aussi à l'étranger était précisément d'incarner le *challenger* d'un ordre mondial sous domination américaine.

Si, dans le commerce international, les annonces protectionnistes du vainqueur servent *a priori* la rhétorique du Kremlin, sur le plan énergétique, à l'inverse, la levée des restrictions sur la production d'hydrocarbures aux États-Unis, annoncée par Trump, pourrait exercer des pressions à la baisse sur les prix pétroliers, ce qui se répercutera sur le budget russe.

Enfin, toute évolution de la relation bilatérale dépendra dans une large mesure des politiques intérieures russe et américaine. De manière paradoxale, Moscou ne voit pas de contradictions dans sa perception de la victoire de Trump. D'une part, celle-ci est la preuve que la démocratie américaine fonctionne. Or la victoire d'un candidat non issu de l'*establishment* reste impossible dans le système politique russe actuel.

D'autre part, la défense des classes moyennes et le rejet des élites corrompues portés par Trump correspondent au discours des opposants « hors système » au régime Poutine. D'une manière imprévue, la politique intérieure russe pourrait bien se retrouver autant affectée que sa politique extérieure par le séisme électoral aux États-Unis.

Moyen-Orient : comment se débarrasser du fardeau ?

Par Dorothee Schmid

La région du Moyen-Orient figure encore parmi les grands dossiers de la politique étrangère américaine. Les États-Unis y sont espérés ou honnis, en tout cas attendus. Or la doctrine et les moyens d'action américains dans la région ont évolué de manière spectaculaire au cours des 15 dernières années, depuis l'engagement offensif des années Bush jusqu'à l'abstentionnisme raisonné de Barack Obama. Hormis l'accord obtenu avec l'Iran (critiqué par les deux candidats), le faible bilan de ce dernier au Moyen-Orient invite en fait à un constat particulièrement inquiétant. La région est entrée dans une ère de destructions continue : désagrégation des sociétés, affaiblissement des États, persistance d'anciens affrontements et apparition de trois nouveaux conflits – Libye, Yémen, Syrie. Le chaos se nourrit d'une dialectique entre des dynamiques globales et fractales tout aussi mortifères. Ni ordre, ni sécurité, ni morale : c'est la fin d'un monde ou le début d'un nouveau. Quelle y sera la place des États-Unis ?

Il s'agira bien en effet pour le prochain président de décider d'un périmètre d'intervention sur ce terrain largement hostile, et où les intérêts américains sont moins pressants. La question centrale demeure : poursuite du retrait ou retour américain, sous quelle forme, avec quels objectifs et quels alliés. Hillary Clinton, qui bénéficiait d'une réelle expérience de la région, aurait sans doute été la femme du réengagement. Donald Trump était moins attendu sur le Moyen-Orient. Il a donc pu multiplier sans dommages internes les provocations et les déclarations contradictoires. Si l'on a pu s'émouvoir de ses tirades anti-islam à répétition⁸, les indices disponibles ne révèlent pas de doctrine cohérente comparable au néoconservatisme de l'ère Bush. Plus probablement un changement – certes radical, de style et éventuellement d'échelle.

Donald Trump a distribué bons et mauvais points à ses futurs partenaires. Il partage le constat désabusé de nombre d'analystes sur les

8. « Il y a un problème avec les musulmans dans le monde actuellement. C'est très triste, parce que j'en connais des fabuleux. »

errements passés des politiques américaines dans la région : il a critiqué les interventions en Irak et en Libye, qu'il avait pourtant soutenues au moment de leur déclenchement. Il s'est ensuite prononcé clairement sur quatre sujets. Très offensif sur l'islamisme, il a promis de « faire la peau » (« beat the shit out ») à Daech, mais regrette qu'il soit si difficile de distinguer les musulmans radicaux des autres ; il a dans cette logique menacé de fermer les frontières américaines à l'ensemble des musulmans. En ligne avec les positions républicaines, il a promis de remettre en cause l'accord avec l'Iran. Il s'est aussi exprimé sur le conflit israélo-palestinien, prônant dans un premier temps le détachement volontariste à l'égard d'Israël, pour adopter finalement un positionnement extrêmement pro-sioniste et annoncer le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. Sur la Syrie, Trump souhaite seulement une solution rapide et envisage pour cela une alliance avec Vladimir Poutine – le plus efficace à la manœuvre.

Le seul dirigeant arabe rencontré avant son élection est le président égyptien Al-Sissi, « un type fantastique » avec lequel il a déclaré partager une chimie particulière, et qui a été le premier de la région à le féliciter. Il a notifié son mépris pour les ploutocraties du Golfe et suggéré de leur faire payer les services rendus par les Américains en termes de sécurité – le nouveau président a *clashé* sans vergogne sur Twitter avec le prince saoudien Al-Walid ben Talal, neveu du roi Salmane. Les relations s'annoncent plus chaleureuses avec Recep Tayyip Erdoğan, qui réclame l'extradition de son ennemi Fethullah Gülen ; l'équipe de Trump se déclare prête à le livrer. Benyamin Netanyahu a aussi félicité le « véritable ami de l'État d'Israël », mais demandé de la retenue à ses ministres qui appelaient publiquement à enterrer la solution des deux États ; les Israéliens semblent en réalité circonspects.

Ces éléments épars et plutôt incohérents ne permettent guère d'imaginer une contribution décisive au rétablissement d'un ordre régional. Trump a pu jouer jusqu'à présent au perturbateur, faisant fi des immenses contraintes pesant sur la présence américaine dans la région. Le vide de puissance actuel y nourrit la conflictualité sans qu'aucun vainqueur ne se dégage ; le moindre mouvement des États-Unis change totalement la donne dans ce contexte. Devant l'ampleur et la complexité de la tâche, les choix du nouvel élu pourraient finalement se révéler empreints d'un bon sens minimaliste.

La victoire programmée sur l'État islamique à Mossoul sera un premier jalon : le président devra gérer le jour d'après et se prononcer sur une stratégie de stabilisation à moyen terme, or il a déclaré vouloir abandonner à la fois la méthode du « regime change » et les efforts de

« nation-building ». L'autre test essentiel concerne l'Iran : Trump peut difficilement s'aliéner l'ensemble des artisans du *deal* – Russie et Chine comprises –, et les milieux d'affaires américains pourraient faire pencher la balance vers davantage de pragmatisme. Faible implication politique et approche transactionnelle : telle pourrait être la recette du président-businessman au Moyen-Orient.

« Grandeur américaine » et retour des frontières

Par Christophe Bertossi et Matthieu Tardis

À quelles politiques migratoires s'attendre après l'élection de Donald Trump ? Quel impact auront-elles sur les relations avec les principaux pays d'origine des migrants, à commencer par le Mexique ? Ce thème a été central dans la campagne, mais son importance n'est pas nouvelle. Si, en Europe, la question concerne avant tout l'intégration des musulmans, c'est principalement à propos de l'immigration hispanique que le débat s'est organisé aux États-Unis depuis les années 1990.

Deux lignes fortes sont à rappeler. En premier lieu, les États-Unis et le Mexique constituent l'un des plus importants couples migratoires dans le monde. Leur frontière commune pose depuis longtemps la question politique de son contrôle. Dans cette optique, l'immigration est d'abord perçue comme une question de « clandestinité » : environ 11 millions de personnes étant en situation irrégulière, dont 7 millions de Mexicains. En second lieu, un débat très vif porte sur la transformation des relations entre les différents groupes qui font la société américaine. Il s'agit de savoir quelle position les nouveaux immigrants latinos et asiatiques occupent le long de la « colour line » qui a traditionnellement structuré la société américaine. Des travaux récents ont montré la montée en puissance d'un sentiment hostile à leur égard. Cette hostilité ne se réduit pas au racisme habituel contre les Africains-Américains, mais cible principalement ceux qui sont perçus comme des étrangers, au-delà de leur couleur. La figure de l'immigré en situation irrégulière et la langue espagnole sont ainsi devenues des bornes négatives pour une frange importante de la population des États-Unis pour définir l'identité « américaine ».

Donald Trump a su capitaliser sur cette angoisse dans un pays pourtant façonné par les vagues successives d'immigration. Il a surtout trouvé dans la question de la frontière, et donc de l'immigration irrégulière, un appui pour dénoncer la « trahison des élites traditionnelles ».

Les propositions du candidat Trump en matière d'immigration se résument à deux mots : « Americans first ». L'immigration est décrite comme une menace pour les emplois, les salaires et la sécurité des

Américains. La construction d'un mur « impénétrable » aux frais du contribuable mexicain, ainsi qu'un durcissement de la rétention et de l'éloignement forcé conduisent le pays vers un scénario d'une « Amérique forteresse ». Donald Trump souhaite également davantage sélectionner les étrangers autorisés à venir aux États-Unis à partir de leurs chances de succès économique et de leur adhésion aux valeurs et aux institutions américaines.

Ces mesures s'inscrivent dans la même tendance que les politiques préconisées et parfois mises en œuvre en Europe. Trump pousse toutefois le raisonnement à l'extrême. Par ses appels à fermer la frontière à tout ressortissant d'un pays concerné par le terrorisme international, il remet en cause la politique américaine d'accueil des réfugiés. Cette dernière s'appuie en grande partie sur les programmes de réinstallation qui permettent à des réfugiés d'être transférés aux États-Unis légalement et sans recourir à des passeurs. Rappelons qu'en 2015, les Américains participaient à plus de 60 % de l'effort de réinstallation dans le monde. À l'heure où les Européens se débattent avec leur crise des réfugiés, seraient-ils en mesure de compenser un retrait des États-Unis ? Ce point mérite une attention particulière.

Les propositions de Donald Trump ne sont pas en totale rupture avec les politiques menées depuis 15 ans aux États-Unis. La primauté sécuritaire est écrasante depuis les attentats de septembre 2001. De même, l'administration Obama a renforcé l'exécution des mesures d'éloignement d'étrangers en situation irrégulière à des niveaux inégalés. Toutefois, les deux prédécesseurs de Donald Trump avaient une approche plus bienveillante à l'égard des immigrés présents sur le sol américain. Obama comme George W. Bush, qui, ancien gouverneur du Texas, portait un intérêt particulier à la relation avec le Mexique, ont échoué à faire adopter par le Congrès des programmes de régularisation des étrangers en situation irrégulière. C'est donc cette force de blocage au Congrès qui triomphe avec l'élection de Trump.

Cependant, rien ne garantit que l'approche unilatérale de ce dernier mette fin à plusieurs décennies de blocage institutionnel sur la question migratoire. Le rôle que vont jouer les populations immigrées elles-mêmes peut constituer une surprise. En 2005 et 2006, des manifestations importantes avaient incité la Chambre des représentants à retirer une proposition de loi visant à pénaliser l'immigration irrégulière. Le rôle des immigrés, à commencer par les membres de la communauté mexicaine, ne se limite pas seulement à leur poids électoral aux États-Unis car ces populations pèsent d'un poids économique et politique important au Mexique également. Ces solidarités transnationales font d'eux des acteurs à

part entière de la relation entre les deux pays. À l'heure où le Mexique n'est pas seulement le premier pays de départ des migrants dans le monde mais aussi un pays de transit voire de destination, la question de la frontière ne pourra certainement pas se résumer à un simple mur.

La relation transatlantique : rien de mieux, rien de vraiment pire

Par Vivien Pertusot

Les réactions européennes à l'élection de Donald Trump concordent souvent : l'incertitude va caractériser les relations transatlantiques. Or, ce regain d'incertitude intervient dans un contexte transatlantique déjà dégradé tant sur les aspects sécuritaires que commerciaux.

Comme souvent, l'Europe n'a pas été un enjeu de politique étrangère dans la campagne. Disséquer les positions souvent fluctuantes de Donald Trump est donc difficile. Ainsi, son regard sur l'OTAN a changé en quelques mois. Il la proclamait obsolète en avril, car trop portée sur la défense collective contre la Russie, avant de nuancer en août. L'OTAN avait, selon lui, saisi l'urgence du défi terroriste, pilier central de la politique étrangère du candidat Trump. Le sommet de Varsovie a certes eu lieu en juillet, mais il est exagéré de voir une évolution radicale de l'OTAN.

Donnant-donnant à l'OTAN

La préoccupation de beaucoup en Europe s'est surtout cristallisée autour d'une constante dans ses discours : les États-Unis ne retirent pas suffisamment de bénéfices de leurs alliances. Il a ainsi déclaré en avril : « Les pays que nous défendons doivent payer pour le coût de cette défense, et si ce n'est pas le cas, les États-Unis doivent être prêts à laisser ces pays se défendre eux-mêmes. Nous n'avons pas le choix. »

Il pourrait être le président américain le plus critique à l'encontre des Européens en matière de sécurité. La complaisance européenne ne sera plus acceptable aux yeux de Washington, ce qui se traduira par une relation transactionnelle beaucoup plus explicite au sein de l'Alliance atlantique. Toutefois, cela ne marquerait pas une rupture, simplement la culmination d'une tendance de long terme. L'ancien secrétaire à la Défense Robert Gates n'avait déjà pas mâché ses mots lors de son discours de sortie à Bruxelles en 2011 ; or, ce sentiment n'a fait que s'accroître à

Washington. Aux Européens d'en prendre la juste mesure et de s'organiser en matière de défense.

Aucun scénario type pour le TTIP

Du Transatlantic Trade Investment Partnership (TTIP), nulle mention. Deux indicateurs pourraient toutefois illustrer une forme de réticence à cet accord : une critique des accords de libre-échange et une volonté de retirer les États-Unis du Trans Pacific Partnership (TPP). Donald Trump est connu pour tenir une ligne dure sur les accords de libre-échange dans lesquels les Américains seraient, selon lui, souvent perdants, notamment dans les secteurs manufacturiers. Cela ne signifie pas qu'il soit opposé au libre-échange, mais il veut que ces accords soient plus bénéfiques pour les citoyens américains, notamment en termes d'emplois. Ensuite, il est suspicieux concernant les méga-accords comme le TPP. Il y voit le risque du compromis à outrance, davantage que dans des négociations bilatérales.

Il paraîtrait donc logique que Donald Trump laisse les négociations sur le TTIP s'enliser ou que les ambitions soient drastiquement revues à la baisse. Il suffit de voir la complète expectative dans laquelle se trouve Cecilia Malmström, commissaire européenne en charge du Commerce, pour saisir les incertitudes qui pèsent sur le sujet. Toutefois, il est notable que Trump n'a jamais critiqué le TTIP. Une des raisons possibles est que les risques de délocalisation sont minimes, point qui constitue une de ses principales critiques à l'encontre des accords de libre-échange. En outre, si les États-Unis souhaitent tenir tête à la Chine en matière commerciale, un accord avec les Européens pourrait s'imposer. Reste à savoir sous quelle forme.

Plus globalement, l'Europe ne figurera pas dans les priorités de la Maison-Blanche. Les Européens s'étaient habitués ces dernières années à John Kerry, très investi en Europe ; il devrait constituer une exception à la règle. Deux conséquences sont vraisemblables pour les Européens. Leurs préoccupations en politique étrangère ne devraient recevoir qu'un écho poli outre-Atlantique, d'où le besoin pour les Européens de mieux travailler ensemble peu importe la forme de cette coopération. Surtout, l'administration américaine ne s'embarrassera vraisemblablement pas d'états d'âme sur l'Europe. Les intérêts américains sont absolus et sur des dossiers telle la relation avec la Russie, Washington ne consultera pas ses partenaires européens.

Il est cependant important de relativiser. Si l'Europe n'est plus une priorité en politique étrangère américaine depuis la fin des années 1990, tous les présidents sont amenés à s'y investir. Les Européens sont les

premiers alliés des États-Unis et aucune action internationale d'envergure ne pourrait aboutir sans un soutien au moins partiel des Européens. Ce type de structuration ne change pas du jour au lendemain.

Cela étant, ce n'est pas la présidence Trump qui va redonner une perspective claire aux relations transatlantiques. Le nouveau normal se confirme : partenaires naturels certes, mais aux priorités différentes.

Donald Trump à la Maison-Blanche : un choc salvateur pour Paris et Berlin ?

Par Hans Stark

Si l'élection de Donald Trump a été saluée par les dirigeants des partis d'extrême droite de France et d'Allemagne, elle ouvre pour François Hollande « une période d'incertitude ». Angela Merkel, quant à elle, a souligné que la coopération étroite entre Berlin et Washington se poursuivrait si la nouvelle administration respectait les valeurs de la démocratie, de la liberté, de l'état de droit et de la dignité humaine (valeurs que les Américains ont dû jadis, et par deux fois, inculquer aux Allemands...). Ces réactions brutes illustrent que Paris et Berlin n'avaient pas envisagé la défaite d'Hillary Clinton, ce qui complique à l'évidence leurs positions respectives, sur le plan intérieur aussi bien qu'extérieur.

La France doit s'attendre à ce que les résultats de la COP21 – un des rares succès diplomatiques du quinquennat Hollande – soient remis en question outre-Atlantique. La proximité supposée entre Poutine et le candidat Trump, ainsi que la tentation néo-isolationniste de ce dernier risquent de compliquer la position de la France au Moyen-Orient, et particulièrement en Syrie. Pour l'Allemagne, l'impact de la victoire de Trump pourrait s'avérer plus négatif encore. La négociation sur le Transatlantic Trade Investment Partnership (TTIP), contestée par l'opinion publique allemande mais promue par le gouvernement fédéral, devrait être renvoyée aux calendes grecques. L'abyssal déficit commercial américain avec l'Allemagne (66,5 milliards de dollars en 2015) sera en ligne de mire de la nouvelle administration américaine lorsqu'elle s'efforcera de rééquilibrer ses échanges avec ses principaux partenaires (moyennant, s'il le faut, des droits compensatoires et des taxes à l'importation). La critique de Washington à l'encontre de la politique d'austérité et des bas coûts de production en Allemagne n'est pas nouvelle, mais elle pourrait se transformer en pression ouverte et se solder par des contre-mesures. Et l'Allemagne sera en première ligne lorsque Washington exigera de ses partenaires transatlantiques des hausses des budgets de défense proportionnelles à leurs moyens économiques. Quant à la rivalité euro-

américaine en matière d'industrie 4.0, elle ne peut que s'aggraver. Sur le plan interne enfin, sans tabler sur une victoire de Marine Le Pen aux présidentielles de 2017 (qui ne peut plus être exclue non plus), on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'extrême droite en France et en Allemagne tire largement profit de la victoire de Trump, même si le profil de ce dernier l'assimile plus à Berlusconi qu'à Le Pen ou Frauke Petry, porte-parole de l'Alternative für Deutschland (AfD), ce qui déstabilisera un peu plus encore les équilibres politiques internes en France et en Allemagne.

Toutefois, même si le Front national et l'AfD gagnent encore en force en 2017, on aurait tort d'en rendre responsables les seuls électeurs de Donald Trump, ou les partisans du Brexit. Le ministre allemand (social-démocrate) des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a pu qualifier le résultat du 8 novembre « d'avertissement », laissant entendre que si l'on parvenait à en tirer les leçons, le choc de la victoire de Trump pourrait s'avérer salvateur. Les raisons structurelles qui se trouvent à l'origine du résultat des élections américaines alimentent aussi les choix politiques de nos électeurs. Les maux ressentis et dénoncés par les électeurs américains issus des couches populaires, déclassés ou anticipant leur déclassement à venir, sont bien réels chez nous : creusement des inégalités sociales, écarts croissants entre les salaires, gentrification des centres urbains voire des quartiers populaires des très grandes villes, accès inégal aux soins et à l'enseignement supérieur, sentiment d'être ignoré par la classe dirigeante... Dès lors que l'aggravation des conditions de vie et la perte de pouvoir d'achat d'une partie de la population sont associées à l'ouverture des frontières, à la mondialisation des échanges, à un libéralisme économique débridé et à une immigration souvent incontrôlée, comment s'étonner du rejet de cette politique d'ouverture ? Un rejet qui s'accompagne aujourd'hui d'une crise de la démocratie représentative, et peut-être demain de la démocratie tout court.

Pour sortir le pays de la crise, le président élu propose un *policy mix* axé sur l'augmentation des dépenses et la baisse des impôts, qui s'inspire à la fois de Roosevelt et de Reagan. Un programme d'investissement lourd d'un montant de 500 milliards de dollars est censé créer des emplois et moderniser les infrastructures du pays. En même temps, Trump promet de fortes diminutions fiscales en faveur des entreprises et des contribuables, une dérégulation des échanges financiers, la renégociation des accords commerciaux internationaux existants et une réduction des déficits publics. Dénoncée par les économistes comme la tentative d'une quadrature du cercle, cette politique pourrait en effet provoquer une envolée des taux à dix ans ou même de l'inflation, et creuser la dette

américaine, ce qui risque de doubler le déficit américain (actuellement de 3,2 %). En cas d'échec, la politique de relance américaine pourrait déclencher une crise économique mondiale d'une ampleur inouïe.



ifri

institut français
des relations
internationales